CRISES ET CONFLITS LIES A L'AIDE INTERNATIONALE AUX REFUGIES AU CAMEROUN: ANALYSE SOCIOHISTORIQUE (1982-2022)

Souley Mane
Maître de Conférences en Histoire
Université de Yaoundé I
Joclaire Ngouné
ngounéjoclaire1992@gmail.com
Doctorant en histoire des relations internationales
Université de Yaoundé I

Résume

Le Cameroun, qualifié de l'Afrique en miniature, a longtemps été une attraction pour les réfugiés en provenance des pays voisins. Avec son hospitalité légendaire et son climat de paix, il bénéficie depuis quatre décennies de l'appui humanitaire à travers l'aide internationale aux plans matériel, alimentaire, financier, psycho-sanitaire, éducatif et infrastructurel dont le but principal est celui d'apporter une bouffée d'oxygène aux personnes vulnérables. Cependant, cette aide au-delà de cet objectif premier, est aujourd'hui source de plusieurs crises et conflits opposants les réfugiés et les populations hôtes. D'où la question suivante : Quelles ont été les répercussions crisogènes et conflictogènes de l'aide internationale accordée aux réfugiés au Cameroun de 1982 à 2022 ? L'objectif de ce travail est de présenter ces différents crises et conflits liés à l'aide internationale entre réfugiés et les populations hôtes. Pour rédiger cet article, nous avons utilisé une méthode à la fois diachronique et synchronique à travers l'étude et l'analyse des documents. Nous avons également fait recours aux sources orales à travers les entretiens sur le terrain et aux sources électroniques. La confrontation de ces variantes sources nous a permis d'aboutir aux résultats selon lesquels l'aide internationale octroyée aux réfugiés au Cameroun de 1982 à 2022 a provoqué des crises et conflits entre les réfugiés et les populations hôtes. Cet article apporte plus de lumière sur ces différents crises et conflits liés à l'aide internationale.
***Mots-clés** : Cameroun, réfugié, crise, conflit, aide internationale.*

Abstract

Cameroon qualified as Africa in miniature, has for long been a subject of attraction for refugees from neighbouring countries. Following its legendary hospitality and peaceful environment, the country enjoys since four decades from humanitarian aides via international communities in the various domains being materials, food, finances, health, psychological assistance, educational and infrastructural aspect which the main aim of supporting those refugees. However, though the principal objective of this aide was to ameliorate their living conditions, it instead became the source of many crises and conflicts between incoming refugees and the host population. Hence, the following question as to what was the crisogenic and conflictogenic repercussions of international aide given to refugees in Cameroon from 1982 to 2022? The main objective of this work is to present the effects of various crises and conflicts of international aid among refugees and host communities. To elaborate the present paper, we have made used of both diachronic and synchronic methods through the exploitation and the analyzation of documents. In order to compliment those sources, we also made extensive use of both oral and webographic sources respectively through the conduction interviews and the consultation of internet documents. The confrontation of these various methods has permitted us to reach at a result that sustain the idea that, international aid gifted to refugees in Cameroon between 1982 to 2022 is responsible to the incoming of crisis and conflicts between these refugees and host communities. This article brings light on the various crises and conflicts related to international aid.
Key words: *Cameroon, refugee, crisis, conflict, international aid.*

Introduction

Le Cameroun regorge d'énormes potentialités aux plans culturel, géographique, climatique, économique, et une stabilité politique. Ces atouts font de lui un pays attractif pour les étrangers. C'est ainsi qu'il a, depuis son indépendance en (1960) accordé une hospitalité aux réfugiés venant du reste du continent africain. L'accueil des premiers réfugiés en terre camerounaise remonte ainsi pendant la période de l'accession de la plus part des Etats africains à leur souveraineté où l'on a assisté à des violentes guerres qui opposaient des colons aux nationalistes

radicaux. Ces nationalistes lorsqu'ils sentaient leur vie en danger, fuyaient pour se réfugier dans les territoires voisins. C'est ainsi que les premiers réfugiés arrivent en terre camerounaise dès les années 1963. Il s'agissait principalement des nationalistes de *Rio Munis* (actuelle Guinée équatoriale) qui se sont installés au sud-Cameroun (Ngouné, 2O21 : 30-31). Par ailleurs, le Cameroun accueille depuis cette même période des réfugiés fuyant les guerres civiles, ethniques, religieuses, les génocides, les coups d'état, les exterminations, les inondations, etc. En juillet 1967, le Cameroun a accueilli des milliers des réfugies nigérians (Ibo) fuyant la guerre des Biafrais (Eyigla, 2020 : 34-35) dont le climat de tension avait entrainé leur arrivée massive. On a également le cas des namibiens arrivés au Cameroun en 1976 et qui étaient pris en charge par l'église presbytérienne (partenaire du HCR). En outre, la succession des conflits au Tchad depuis son accession à l'indépendance a poussé une partie de sa population à migrer vers le Cameroun durant les années 1979 pour échapper aux affrontements réguliers dans ce pays (Eyigla, 2020 : 36). Environ 100.000 réfugiés entrèrent au Cameroun par Kousseri et le chiffre augmenta au point d'atteindre 266.000 réfugiés en 1981. C'est suite à ce débarquement massif des réfugiés que le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugié(UNHCR) va créer un bureau au Cameroun en 1982 pour une aide internationale et la gestion totale des réfugiés (Youdjeu, 2020 : 21). De plus, le génocide rwandais en 1994 qui a entrainé le massacre inter ethnique et la transposition en 1995 ont occasionné l'arrivée au Cameroun d'environ 1227 réfugiés rwandais. Aujourd'hui, le Cameroun accueille des réfugiés originaires d'une dizaine de pays (Nigeria, Rwanda, Tchad, Niger, Guinée Equatoriale, RCA, Gabon, Congo). D'après le rapport du HCR de 2020, le Cameroun abritait environ 1 751875 réfugiés dont 272173 réfugiés centrafricains repartis dans la région de l'Est (183483), de l'Adamaoua (63784), la Région du

Nord dont 24906 réfugiés (HCR, 2020). Pour ceux venant du Nigeria, ils sont répertoriés pour la plupart dans la région de l'Extrême-nord environ 112228 réfugiés (HCR, 2020). La multiplication et le prolongement des crises vont entrainer l'augmentation exponentielle des réfugiés en terre camerounaise et vont davantage amener les acteurs internationaux à se préoccuper de la question de ces migrants forcés d'où leur présence massive ayant pour seul but d'apporter une aide à ces personnes vulnérables. Les acteurs de cette aide internationale sont constitués des Etats, des organisations des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG), des banques, entre autres. La nature de cette aide porte sur le soutien matériel, alimentaire, financier, psycho-sanitaire, éducatif et infrastructurel. Cette aide parvient aux bénéficiaires grâce à la coordination générale du HCR en collaboration avec ses partenaires. Elle est distribuée aux réfugiés qui sont dans les sites et hors-sites, mais également une petite partie de celle-ci revient aux populations autochtones qui vivent elles aussi dans les conditions précaires. Cependant, bien qu'appréciée par les bénéficiaires, cette aide est aujourd'hui source de nombreux crises et conflits entre les réfugiés et les populations hôtes au point où, elle doit faire l'objet d'une étude sur les questions sécuritaires au Cameroun.

Matériels et méthodes

Dans le cadre de la rédaction de cet article, nous avons utilisé une méthode à la fois diachronique et synchronique. Elle nous a permis de faire la lecture et l'analyse des documents obtenus à travers des bibliothèques mais s'est avérée insuffisante. Pour cette raison, nous avons fait recours aux autres types de sources notamment les sources orales dont la collecte des données s'est faite via des entretiens, des questionnaires et des sources électroniques. Cette pluralité de sources a conduit à

la confrontation afin d'obtenir la vérité historique et des résultats qui d'une manière ou d'une autre apparaissent probables.

Résultats de la recherche

Les crises et conflits entre les réfugiés et les populations hôtes

L'aide internationale entraine plusieurs crises et conflits entre les réfugiés et les populations hôtes. Ces problèmes se situent autour de la gestion, à l'usage des infrastructures et de la distribution de l'aide internationale, de la prise en charge des réfugiés, des privilèges accordés à ceux-ci et/ou aux populations hôtes et la pratique des activités agricoles et d'élevages.

1.Crises et conflits liés à la gestion, à l'utilisation des infrastructures et à la distribution de l'aide internationale

Les infrastructures font partie des premières solutions que mettent sur pied les acteurs internationaux à travers leur plan d'aide aux réfugiés dès leur arrivée en terre camerounaise. Leur mise en place par les bienfaiteurs a pour objectif de garantir le rétablissement de la dignité de ces derniers. A cet effet, plusieurs forages, abris, hôpitaux, hangars, latrines, boutiques, école entre autre, sont construits dans les zones abritant les réfugiés pour combler le déficit de ces infrastructures dans ces localités. Ils sont réalisés dans les camps des réfugiés mais également hors des camps pour satisfaire ceux-ci et les populations hôtes. Ces infrastructures longtemps considérées comme source de bonheur et de deconflictualisation sont aujourd'hui un creuset des crises et conflits. Parmi ces crises et conflits, nous avons ceux liés aux infrastructures d'approvisionnement en eau et à sa gestion.

1.1. Crises et conflits liés à l'approvisionnement en eau et à sa gestion

L'accès à l'eau portable est un droit très utile pour tous les êtres humains et reconnu par les Nations Unies à travers une résolution adoptée le 28 juillet 2010 qui prône l'accès à une eau de qualité et à des installations sanitaires (Edgar, 2015 : 7). Ainsi, on peut comprendre cet extrait des textes de cette institution : ''Le droit à une eau portable propre et de qualité et à des installations sanitaires est un droit de l'homme, indispensable à la pleine jouissance du droit à la vie'' (Egar, 2015 :7). Une vie sans eau portable est impossible sur terre. C'est ainsi que l'accès difficile à l'eau occasionne des crises et conflits entre réfugiés et nationaux au Cameroun. En effet, les différents forages construits dans les sites et les villages abritant les Réfugiés au Cameroun causent plusieurs crises et conflits (Koussoumna, 2016 : 56). De manière pragmatique, les acteurs de l'aide investissent en construisant des forages dans le camp des réfugiés, la population locale elle-même dans le besoin, se dirige pour s'en approvisionner, les réfugiés refusent souvent de partager avec elle ce précieux liquide. Cela entraine des frustrations car les autochtones estiment avoir accordé une grande hospitalité à ces étrangers en leur offrant parfois gratuitement les terres pour s'installer (Ngoune, 2021 : 10).

Dans les villages, ces acteurs réalisent plusieurs forages pour ravitailler les réfugiés vivant avec les populations locales. Cependant, comme dans les camps, les réfugiés réclament l'appartenance et rejettent tout approvisionnement des communautés hôtes en ce liquide, chose à laquelle ces communautés s'opposent et se positionnent en force pour riposter. Tout commence souvent par des querelles entre ces deux groupes qui se soldent par des bagarres. A l'Est-Cameroun par exemple, cela est d'autant plus visible dans les sites des réfugiés et des villages notamment de Gado-Bazéré, Lolo,

Mbilé, Timangolo, Ngwé, Gbiti. Ainsi, à Gado-Badzéré dans le Lom et Djerem, un forage situé dans la chefferie dudit village a enregistré plusieurs tensions et affrontement en 2019 (Gortis, 2022). Dans le village de Ngwé, dans la Kadei par exemple, les désaccords entre réfugiés et autochtones autour de ses infrastructures ont abouti à une manifestation en 2014 ou les autochtones ont envahi les locaux du HCR pour se plaindre contre ce qu'ils appellent les ''marginalisations'' (Biabolo, 2020). Le HCR pour résoudre ce problème, a construit 39 environ forages dans ce village (Bidja, 2022) qui continuent de faire l'objet des affrontements au sujet de l'appartenance réclamée aussi par les réfugiés que par les nationaux. Egalement dans le village de Gbiti, ces crises et conflits autour des forages sont réguliers. Il est difficile que deux jours se passent ici sans qu'on enregistre les bagarres autour des forages (Bangue, 2023). L'intervention permanente des autorités traditionnelles pour apaiser ces tensions n'a toujours pas totalement résolu la question.

Toutes ces crises et conflits entre ces deux groupes émaneraient de la question de savoir : A qui appartiendraient ces infrastructures ? Ou bien qui aurait le privilège dans le ravitaillement du liquide ? Pour les réfugiés, ces forages sont leur propriété parce que c'est grâce à eux qu'ils ont été construits et pour cette raison, les privilèges leur reviennent en ce qui concerne l'approvisionnement. Les populations locales trouvent en cela une provocation de la part des réfugiés et les tendances d'envahissement et de domination revendiquant ainsi les droits des premiers occupants de la terre. Elles se réclament d'être chez elles et n'entendent point subir les frustrations de la part des étrangers. A cet effet, l'ethnocentrisme des autochtones est privilégié et autrui (réfugié) devient obstacle à leur épanouissement. C'est à partir de ce moment que l'impulsion

conflictuelle devient très fertile dans la conscience aussi bien des populations locales que des réfugiés (Gortis, 2022).

Par ailleurs, dans la Région du Nord Cameroun par exemple, précisément dans les sites des réfugiés de Pitoa et de Maltam plus précisément dans les lieux d'intégration sociale qui sont entre autres les marchés, les écoles, les hôpitaux, les églises ou bien les mosquées, les tensions sociales et conflits sont perceptibles. En réalité, la zone de Pitoa qui abrite environ 39645 réfugiés tchadiens et celle de Maltam avec ses 40000(HCR, 2015) réfugiés tchadiens se sont transformés en des lieux des tensions et affrontements liés à l'aide internationale. Les forages construits ici avec l'aide sont des véritables lieux de tensions et affrontements entre les autochtones et les réfugiés tchadiens (Habmo, 2015 :4). Les deux parties réclament l'appartenance et le monopole de ceux qui doivent se ravitailler en premier lieu. En dehors de ces crises et conflits liés aux infrastructures en eau et sa gestion, on peut relever ceux liés aux abris, écoles et hôpitaux.

1.1.1 Les crises et conflits liés aux abris, écoles et hôpitaux

Les abris, les hôpitaux et les écoles qui sont mis à la disposition des réfugiés dans les sites et dans les communautés par le HCR et ses partenaires pour améliorer les conditions de vie sociales de ces personnes hypothèquent des crises et conflits. Ainsi, la construction de plusieurs abris dans les sites comme dans les villages pour les offrir aux réfugiés provoque les tensions sociales entre réfugiés et nationaux. Cela par ce qu'une partie de la population locale dans son état d'indigence et de pauvreté vit dans les domiciles familiaux par ce qu'elle est incapable de construire un abri pour y habiter. Les populations locales voyant de manière impuissante les acteurs internationaux réaliser des grands abris pour offrir aux réfugiés qui viennent d'ailleurs, se sentent marginalisées.

Dans le même sillage, les enfants des refugiés bénéficient des nouveaux bâtiments, hôpitaux et écoles qui leur sont accordés par le HCR et ses partenaires dès leur arrivée dans les zones qui les abritent au Cameroun. Plusieurs écoles, notamment les espaces temporaires d'apprentissage des enfants (ETAPEs), ont été construits en 2014 à leur profit (Ngouné, 2021 : 102). Elles étaient uniquement réservées aux réfugiés. Les populations locales n'ayant pas droit d'accès à ces écoles trouvaient en cela une grande marginalisation puisqu'elles ont donné des terres pour leur réalisation (Mengo, 2015 : 5). La présence de ces ETAPEs construites et réservées uniquement aux réfugiés grâce à l'aide internationale a provoqué des vives tensions entre Réfugiés et populations hôtes dans les localités abritant les réfugiés. Ceci au point où le gouvernement camerounais pour pallier à cette situation s'est accordée avec les acteurs de l'aide pour leur fermeture définitive. La stratégie de ces acteurs pour déconflictualiser ces zones a consisté en la réalisation des nouvelles écoles abritant à la fois les réfugiés et les populations hôtes.

1.1.2 Les crises et conflits liés à la distribution de l'aide

La distribution des dons matériels dans les établissements scolaires par certaines ONG uniquement aux enfants des Réfugiés engendre des bagarres entre ces bénéficiaires et les non bénéficiaires (nationaux) qui veulent arracher par force ce dont leurs camarades ont eu. Dans ce climat de crise et affrontements, les interventions des enseignants ne trouvent pas toujours de succès. Ceci dans la mesure où ces tensions sont parfois déportées au niveau des familles des réfugiés et populations hôtes pour se transformer en un véritable conflit entre les deux communautés (Ngouné, 2021 : 104). Dans le même sillage, le partage des dons dans les lieux publics entre autres, les communes, les chefferies qui se font avec une grande considération en faveur des réfugiés est à l'origine des crises et

conflits. Cette politique de partage n'arrange pas du tout les autochtones et c'est ainsi que les affrontements lors de ces distributions sont légion. Dans le village de Mbilé, toutes les distributions de l'aide internationale ont régulièrement entrainé des affrontements. Comme en témoigne un agent de santé : ''A chaque fois qu'il y a eu distribution de l'aide, l'on a toujours reçu des cas de blessés graves suite aux bagarres ici dans le centre de santé intégré de Mbilé'' (Nkue, 2023). S'il est clair que les infrastructures réalisées grâce à l'aide internationale et la distribution des dons sont à l'origine des crises et conflits entre réfugiés et populations hôtes, il est utile de souligner que la prise en charge des réfugiés constitue un autre socle des crises et conflits entre ces deux groupes (Moude, 2020).

2. Les crises et conflits liés à la prise en charge des refugiés

La prise en charge des réfugiés par les bienfaiteurs est souvent à l'origine de plusieurs problèmes entre réfugiés et autochtones. Il s'agit ici des crises et conflits liés à l'inéquitabilité de cette prise en charge entre ces deux groupes et ceux liés aux subventions qui leur sont accordées.

2.1. Les crises et conflits liés à l'inéquitabilité de la prise en charge entre réfugiés et nationaux

La prise en charge des réfugiés avec l'aide internationale provoque de nombreux crises et conflits entre réfugiés et populations hôtes. Les réfugiés dès leur arrivée, après leur enregistrement, sont pris en charge par le HCR et ses partenaires en synergie avec l'Etat camerounais. Le HCR, le PAM et les autres acteurs apportent de l'aide matérielle aux réfugiés, notamment des couvertures, moustiquaires, nattes, bidons, sceaux, machettes, habits, matelas, savons et bien d'autres. Ils accordent aussi de l'aide alimentaire dont des céréales, du riz et de l'huile végétale. La population hôte très pauvre dans cette

offre et selon les critères du HCR, doit bénéficier seulement de 30% de ces dons. Le principe de ces 30% de l'aide qui doit revenir aux populations n'est pas d'ailleurs respecté ou implémenté par tous les acteurs de l'aide. Face à cette situation, certains nationaux qui meurent de faim, voient d'un mauvais œil ces étrangers qui sont parfois mieux traités dans leur village qu'eux (Gautier, 2020). Ils pensent être mis en écart perpétuel et éprouvent leur indignation à travers des querelles, bagarres ; etc.

Dans le domaine purement éducationnel, les enfants réfugiés bénéficient des dons de fournitures scolaires y compris des tenues de classe et des subventions pour les frais d'APE qui sont accordés par l'UNICEF, le HCR et les autres partenaires de l'aide en défaveur des nationaux (Safirah, 2020). L'aide qui est accordée à ces enfants réfugiés entraine une augmentation de taux de réussite chez ces derniers et du coté des nationaux, l'on assiste plutôt à un faible taux de réussite. Les équipements des enfants réfugiés dans les établissements en fournitures scolaires sont à l'origine de ce déséquilibre du taux de réussite entre les réfugiés et les nationaux. Selon le témoignage de notre enquêté : ''Avant lorsqu'on donnait l'aide uniquement aux réfugiés, leur taux de réussite à la fin de l'année scolaire s'élevait à 90% contrairement aux autochtones dont le taux était à 35% '' (Gautier, 2020). Ce taux d'échec élevé et enregistré chez les enfants des communautés hôtes décourage souvent leurs parents à envoyer leurs progénitures à l'école. Face à cette indignation, les autochtones voient en la présence des réfugiés un obstacle au succès éducatif de leurs enfants, puisque non seulement ils augmentent l'effectif qui rend difficile la pédagogie pour une bonne éducation de leurs enfants mais aussi bénéficient de l'aide internationale en leur défaveur.

L'incapacité des nationaux à payer la pension de leurs enfants est source de décrochage scolaire de leurs progénitures. Les populations hôtes qui voient leurs enfants échouer et

abandonner l'école à cause de déficit des moyens pour payer la pension alors que ceux des étrangers (réfugiés) réussissent grâce au soutien indéfectible des acteurs internationaux, trouvent en cela une frustration. Elles estiment d'avoir offert des terres pour abriter ces réfugiés et construire ces écoles et trouvent juste de pouvoir jouir de ces dons au même titre que les réfugiés.

Dans le domaine de la prise en charge sanitaire des réfugiés dans les hôpitaux publics, les réfugiés bénéficient d'une réduction des prix d'au moins de 70% de médicaments dans les hôpitaux publics et de la gratuité de certains produits pharmaceutiques (MINSATE, 2023). La réduction concernée ici, émane de l'accord signé entre le HCR et l'Etat camerounais en 2016 (Gautier, 2020). Pendant que certains nationaux meurent toutefois à cause de l'absence de moyens pour se faire soigner, les réfugiés s'en réjouissent de la bonne prise en soin ou de la gratuité de plusieurs médicaments accordée par les acteurs de l'aide et le ministère camerounais en charge de la santé. Les autochtones n'entendent pas accepter cela. Les crises et conflits entre ces deux groupes dans les hôpitaux découlent de cette prise en charge.

2.2. Les crises et conflits liés aux subventions octroyées aux réfugiés par les humanitaires

Les subventions de la prise en charge sanitaire des réfugiés accordées par les acteurs humanitaires dans le cadre de l'aide internationale contribuent à une présence massive des réfugiés dans tous les hôpitaux publics situés dans les zones abritant ces derniers. En effet, les réfugiés qui sont déjà plus nombreux dans ces zones profitent de cette gratuité pour envahir ces lieux de soins sanitaires. Ils arrivent de temps en temps souffrant parfois des petites maladies pas aussi graves qui ne nécessitent pas forcement des prises en soins notamment des légères migraines ou une légère blessure qui ne demande pas un examen médical ou un traitement particulier. Dans ces hôpitaux, les réfugiés

représentent par intermittence les 90 à 95% des patients reçus chaque jour (Yelem, 2023). Le respect de l'ordre d'arrivée devient plus compliqué pour les nationaux qui, épisodiquement à cause de la distance, arrivent dans ces lieux tard et se retrouvent être pris en charge tardivement en raison de cet effectif pléthorique des réfugiés. Au regard de tout ceci, les nationaux ne supportent point et réclament les droits des autochtones qui ont offert des terres pour réaliser ces hôpitaux. A Gbiti, par exemple ces crises et conflits sont fleuves surtout en 2014 où il était difficile de passer deux jours sans vivre ces tensions qui entrainaient des affrontements directs entre patients réfugiés et nationaux.

De plus, le grand taux d'élèves réfugiés dans les établissements scolaires n'arrange point les populations hôtes. En 2014, l'on a noté un déficit des tables bancs et de salles de classe à cause de cet effectif pléthorique des réfugiés qui était parfois de 90% dans certains établissements situés à côté des camps des réfugiés. Cela serait dû aux subventions et dons gratuits qui attirent les élèves réfugiés à envahir les établissements scolaires au premier trimestre de l'année afin de bénéficier de l'aide. C'était le cas de l'école publique de Gado-Badzéré où les populations autochtones se plaignaient des effectifs démesurés dans les salles de classe et refusaient de payer la pension comme les réfugiés (Koussoumna, 2016 ; 61-63) qui étaient subventionnés par les acteurs de l'aide. Au-delà de ces crises et conflits liés à la prise en charge des réfugiés, on peut relever ceux liés aux privilèges accordés aussi bien à ceux-ci qu'aux populations hôtes.

3. Les crises et conflits liés aux privilèges accordés aux réfugiés et aux populations hôtes

Le privilège ici est tout avantage ou une faveur accordée à une personne physique ou un groupe de personnes par un ou

plusieurs acteurs internationaux de l'aide (Bidja, 2022). Il peut être matériel, financier, éducatif, infrastructurel, etc. Ainsi, plusieurs formes de privilèges sont faites à l'endroit des réfugiés au détriment des populations hôtes et sont à l'origine des différends entre ces deux groupes.

3.1. Les crises et conflits liés aux privilèges dans le cadre de l'autonomisation des réfugiés

Dans leur politique d'autonomisation des réfugiés, le HCR et ses partenaires mettent sur pied des formations d'emplois et sponsorisent ces réfugiés à la fin de ces formations pour des activités génératrices de revenus. De manière pragmatique, les humanitaires privilégient les réfugiés au travers des financements dans plusieurs domaines d'activité économique tel que le commerce. Ces financements permettent aux réfugiés d'exercer des petits commerces dans divers domaines. A cet effet, les acteurs créent des marchés dans les camps et aux alentours. Ils sont appelés '' marché des réfugiés'' et sont constitués à 85% des réfugiés (Zelema, 2020). Les populations hôtes y sont moins représentées à cause des refugiés qui refusent leur installation réclamant l'appartenance. Cela entraine un développement économique chez les réfugiés au détriment des nationaux qui vivent dans la précarité et en manque de moyens pour se lancer dans une activité économique. Outre à cause de ces privilèges liés à la création de ces marches dits ''marchés des réfugiés'', les nationaux commerçants perdent les clients, ceci au point où ils entrent en concurrence avec ces étrangers (Koussoumna, 2016 : 54). Dans ces marchés qui sont créés dans les camps et pour les réfugiés, il est difficile pour un autochtone d'obtenir un emplacement. Les réfugiés n'acceptent pas voir les nationaux installer leurs marchandises. A Gado-Badzéré par exemple, les femmes camerounaises ont été chassées par les femmes réfugiées dans les marchés des réfugiés (Bidja, 2022).

Dans les marchés des localités de Pitoa et Maltan au Nord, les privilèges financiers accordés par les acteurs de l'aide aux réfugiés sont à l'origine des crises et conflits. Les petits commerces que pratiquent les réfugiés tchadiens grâce aux financements de ces acteurs dans le projet de leurs autonomisations ne sont toujours pas salués par les autochtones (Abmo, 2015 :4). Ceux-ci voyant leur marché envahi par ces réfugiés qui plus est, font baisser les prix des marchandises à cause des produits de l'aide internationale dont ils bénéficient et revendent au bas prix sur ce marché. Ils se sentent trahi par ces privilèges faits par les acteurs de l'aide à l'endroit des réfugiés et qui leur permettent de booster leur économie et situation financière en défaveur des nationaux.

3.2. Crises et conflits liés aux privilèges dans la prise en charge sanitaire des réfugiés

De plus, nous avons les faveurs de la prise en charge des soins de santé des réfugiés par les acteurs de l'aide internationale au détriment de la population locale. Dans certains hôpitaux situés dans ''les villes de ghetto'' ou leurs environs, le nombre de personnel placé sous la charge du HCR et ses partenaires est élevé. Ce personnel bénéficie du HCR et des autres acteurs d'un salaire plus élevé que celui du personnel de l'Etat Camerounais. Dans cette situation, le personnel du HCR à travers l'aide internationale met l'accent parfois sur le soin des réfugiés sous prétexte qu'il est payé pour cela, et non pour la population hôte. Ces discriminations liées à l'aide internationale au travers des privilèges faits à l'endroit des réfugiés cristallisent des tensions entre les deux communautés. Les réfugiés sont désormais quelquefois considérés chez certains autochtones comme des *persona non grata.*

3.2.1. Crises et conflits liés aux privilèges accordés aux nationaux

L'aide internationale et les privilèges accordés aux populations hôtes constituent un creuset des tensions. Comme les réfugiés, les populations autochtones sont favorisées par les acteurs internationaux et nationaux sur certains points au détriment des personnes vulnérables. Dans le cadre de la prise en charge des soins de santé, la population camerounaise dans les zones abritant les réfugiés est par moments privilégiée. Le personnel de santé dans certains cas considère que les endogènes payent leurs factures alors que les réfugiés sont pris en charge gratuitement (Biabolo, 2020). Cette considération et distinction entre ces deux catégories de personnes créaient une sorte de mépris envers les malades réfugiés. Dans ce cas, le respect de la prise en charge des malades en fonction de l'ordre d'arrivée est bafoué. Il ressort de cette partie que les privilèges accordés par les acteurs de l'aide internationale aussi bien aux Réfugiés qu'aux populations hôtes constituent un socle des crises et conflits entre ces deux groupes et entrainent une sorte de xénophobie vis-à-vis de ces étrangers. La pratique de l'agriculture et de l'élevage apparaissent aussi comme l'une des causes majeures de ces crises et conflits liés à l'aide internationale.

4. Les crises et conflits liés à la pratique de l'agriculture et à l'élevage par les réfugiés et/ou les populations hôtes à travers l'aide internationale

Dans le cadre de l'autonomisation des réfugiés, plusieurs financements sont accordés aux réfugiés par les acteurs de l'aide internationale pour mener des activités génératrices de revenus après leur formation. Parmi ces réfugiés, d'aucuns exercent dans l'agriculture tandis que d'autres font dans l'élevage. Tous les deux groupes ont besoin de l'espace pour mener leurs activités

d'où la question de l'occupation abusive des terres et la destruction des plantations des autochtones par les réfugiés.

4.1. Les crises et conflits liés à la pratique de l'agriculture par les réfugiés et aux mutations des réfugiés mbororo en agriculteurs

La pratique de l'agriculture par les réfugiés grâce à l'aide internationale provoque des crises et conflits. Les réfugiés occupent illégalement les terres des nationaux pour y pratiquer l'agriculture. Les nationaux qui, dépendent largement de ces espaces pour leur survie accusent les réfugiés de l'occupation anarchique de leurs terres sans leur autorisation pour investir de l'aide accordée par les acteurs internationaux. Les populations locales les considèrent comme une menace pour leurs moyens de subsistance. En 2018, le rapport de l'institut national des statistiques du Cameroun a montré que 56,0% (INS, 2018: 58) des communes de la Région de l'Est étaient victimes des conflits liés à la pression et l'occupation des terres par les réfugiés ou des déplacés internes. Ainsi, on a également constaté que dans la Région de l'Est, les réfugiés mbororo qui vivent traditionnellement de l'élevage s'installent désormais dans les communautés agricoles. Ces derniers ayant perdu pour la plupart l'essentiel de leurs troupeaux bénéficient de l'aide internationale après leur formation dans le cadre d'autonomisation des réfugiés, se convertissent en agriculteurs. Cette transformation des mbororo éleveurs en agriculteurs dans des zones où cette activité est à domination Gbaya et Baka occasionne des crises et conflits liés à ces mutations mais également des problèmes fonciers (Habmo, 2015 : 5-6). Les autochtones pensent que ces réfugiés veulent par ce changement d'activités diminuer leurs récoltes et envahir leurs terres.

4.2. Les crises et conflits liés à la pratique de l'élevage par les réfugiés et à l'occupation des terres par les acteurs de l'aide pour leur installation

Le phénomène crisogène qui existe entre réfugiés éleveurs et autochtones agriculteurs sont très visibles dans les zones qui abritent une grande partie de ces réfugiés dans l'Est, l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord. En effet, l'aide qui est concédée à ces derniers dans le cadre de leur autonomisation leur permet d'investir dans les petites activités de l'élevage. Les autochtones faisant beaucoup dans l'agriculture n'acceptent point le comportement de ces réfugiés mbororo qui, dans le but de nourrir leurs bétails abusent sur la destruction des plantations et même des forêts et savanes des populations autochtones (Moussa, 2020).

En outre, l'occupation abusive des terres par les réfugiés en partenariat avec les acteurs internationaux génère les tensions et affrontements avec les autochtones. Les communautés hôtes qui autrefois pratiquaient l'agriculture sur ces espaces se voient arracher pour construire les sites devront servir l'accueil et les résidences des réfugiés. L'aide internationale contribuant à la mise en valeur de ces champs pour les réfugiés devient problématique au moment où les populations ne sont pas récompensées pour la perte de leurs terres au profit de ces ''sans abris''. C'est le cas dans la Région de l'Extrême-Nord précisément de la localité de Gouringuel où l'occupation du site qui servait le centre de transit aux réfugiés a entrainé une lourde perte pour cette communauté. En effet, cette espace servait à la culture du mil rouge dont les récoltes atteignaient parfois les 25 sacs de 100 kilogrammes mais également la culture du coton qui générait un montant d'environ 550000 FCFA (Kouba, 2020 : 27).

Dans la localité de Borgop, les premiers conflits liés à l'aide internationale émergent du fait que les acteurs de l'aide ont mis

la pression pour que les autochtones cèdent plus de 35 ha (Premières Urgences, 2020 : 14) alors qu'ils avaient déjà offert plus de 36 ha pour l'installation de ces derniers. Cet espace nouvellement acquis par ces partenaires internationaux pour l'augmentation du site servait avant son occupation, de l'élevage des bétails à ces nationaux. Son occupation pour agrandir le site afin de permettre aux réfugiés d'y pratiquer aussi de l'agriculture dans le cadre de leur autonomisation a eu un impact chez les villageois notamment la diminution et la perte des bétails de ces derniers.

Conclusion

Somme toute, il était question dans ce travail de montrer les répercussions crisogène et conflictogène de l'aide internationale octroyée aux réfugiés en terre camerounaise de 1982 à 2022. Il posait ainsi le problème de la corrélation entre l'aide internationale et les différents crises et conflits entre les Réfugiés et populations hôtes. L'analyse synthétique de ce sujet nous a permis d'aboutir au résultat selon lequel l'aide internationale accordée aux réfugiés en terre camerounaise de 1982 à 2022 a généré une pléthore de crises et conflits entre les réfugiés et populations hôtes. Nous avions tout au long de notre analyse évoqué ces crises et conflits liés à la gestion et l'utilisation des infrastructures de base (les forages, les robinets, les abris, les écoles et des hôpitaux), ceux liés à la prise en charge de Réfugiés, ceux liés aux privilèges accordés à ces deux communautés et enfin ceux liés à la pratique de l'agriculture et l'élevage. Face à ces multiples crises et conflits liés à l'aide internationale, quelles pourraient être les stratégies qui permettraient de transformer celle-ci en une véritable aide de la paix entre réfugiés et nationaux au Cameroun ?

Références bibliographiques

Abmo Birwe (2015), Les réfugiés au Cameroun. Regard sociologique sur une crise d'intégration sociale, *In Mitrajectoires*.

Edgar Arbaiza et Manon Bouchel (2015), L'intervention humanitaire, peut-elle générer des conflits ? Le cas des réfugiés soudanais à l'Est du Tchad et le problème de l'eau, Mémoire de Master en science humaine, Université de Savoie Mont Blanc.

Eyinga Zola Emile (2020), Réfugiés, Déplace Internes et Incidences Sécuritaires au Cameroun : le cas de la ville de Douala, 1967 à 2018, Mémoire de Master,Département d'Histoire,Université de YaoundéI

HCR (2015), Rapport hebdomadaire publié par le HCR sur la situation, l'évolution et les Gaps de l'intervention humanitaire en faveur des réfugiés au Cameroun.

Koussouna Liba'a Natali. (2016), Etude sur les conflits agro-pastoraux dans les Régions Camerounaise du Nord, Adamaoua et Est, Rapport Université de Maroua (Cameroun).

Mengo Valery. Achille (2015), La coexistence pacifique entre populations hôtes et réfugiés au Cameroun : le nouveau défi humanitaire.

Ngouné Joclaire. (2021), Aide internationale et Réfugiés centrafricains dans la Régions de l'Est-Cameroun (2003-2020), Mémoire de Master, Département d'Histoire, Université de Yaoundé I.

Sandjol Simeu, Michel. (2016), Cohésion sociale entre les populations réfugiées centrafricains et les populations autochtones du village Gado-Badzéré, Mémoire de Master, IRIC,Université de Yaoundé II.

Youdjeu Siewe Blondel. (2020), Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HNUR) et la prise en charge sanitaire des réfugiés au Cameroun : cas des réfugies de la

commune de Meiganga 1982 à 2019, Mémoire de Master, Département d'Histoire, Université de Yaoundé I.

Zinga Mbassi, Marie Nolbert. (2020), Le HCR dans la cohabitation sociale entre la population Hôte de Garoua-Boulai et les réfugiés Centrafricains 1978 à 2019, Mémoire de Dipes 2, Département d'Histoire de l'ENS, Université de Yaoundé I.

Bangué Remy, 78 ans, Chef de 3e dégré des non Musulmans du village Gbiti, Gbiti,03 Avril 2023.

Bidja claude, 41 ans, Directeur de l'école publique de Timangolo, 18 Juin 2022.

Ebolo Victor, 70 ans, agriculteur, Timangolo, 17 Novembre 2020.

Kué Roméo, 30 ans, Adjoint du chef de centre de santé intégré de Mbilé, 07 Avril 2023.

Moudé Maxime, 35 ans, Moniteur camp coordination camp management Gado, 24 Novembre 2020.

Yelem Gilles Bertrand, 46 ans, chef du centre de santé intégré de Lolo, 09 Avril 2023.